



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 18/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV ENERGIE (ex Novergie IdF)

3 RUE DU GRAND POMMERAYE
77400 Saint-Thibault-des-Vignes

Références : E/24- **1637**
Helios : 61339
Code AIOT : 0006502612

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/07/2024 dans l'établissement SUEZ RV ENERGIE (ex Novergie IdF) implanté 3, RUE DU GRAND POMMERAYE 77400 Saint-Thibault-des-Vignes. L'inspection a été annoncée le 29/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection (PPC) des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV ENERGIE (ex Novergie IdF)
- 3, RUE DU GRAND POMMERAYE 77400 Saint-Thibault-des-Vignes
- Code AIOT : 0006502612
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV ENERGIE exploite une usine d'incinération de déchets sur le territoire de la commune de Saint-Thibault-des-Vignes. L'exploitation se fait via un contrat de délégation de Service Public de la part du Syndicat mixte pour l'Enlèvement et le Traitement des REsidus Ménagers « SIETREM », propriétaire de l'emprise foncière.

L'installation est actuellement réglementée par l'arrêté préfectoral n° 11 DRIEE 71 du 1^{er} juillet 2011 complété.

Par arrêté préfectoral n°2022/DRIEAT/UD77/021 la société SUEZ a été autorisée à installer un broyeur de déchets encombrants sur son site d'incinération de déchets, situé 3 rue du Grand Pommeraye à Saint-Thibault-des-Vignes, au fin de leur valorisation énergétique dans l'usine d'incinération du site. Cette installation n'a jamais été mise en service. L'exploitant a indiqué que le projet est définitivement abandonné.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté la présence de déchets sur le quai à proximité de la fosse. L'exploitant a indiqué que cette situation est temporaire et intervient suite aux arrêts successifs du four suite aux explosions de bouteilles de protoxydes d'azote dans le four. La fosse n'a pas pu être vidée rapidement pour permettre la réception des flux de déchets.

L'exploitant s'est engagé à évacuer rapidement ces déchets dans la fosse et de transmettre les justificatifs à l'inspection des installations classées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Analyse des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 4.7.3	Demande d'action corrective	2 mois
5	Prévention de la pollution atmosphérique s	Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 5.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 8.5	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
9	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 8.7	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
11	Système de détection	Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 8.14.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Liste des équipements ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 4.2	Sans objet
2	Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 4.5.2	Sans objet
3	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux de voiries)	Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 4.7.3	Sans objet
6	Prévention de la pollution atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 5.7.2	Sans objet
7	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 5.11	Sans objet
10	Moyen d'intervention	Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 8.14	Sans objet
12	Information du public	Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 8.14.2	Sans objet
13	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/01/2024, article 2.1	Sans objet
14	Surveillance des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2	Sans objet
15	Plan de gestion OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.1.5	Sans objet
16	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en condition OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que les conditions d'exploitation de la société SUEZ étaient globalement satisfaisantes au regard des prescriptions contrôlées.

L'exploitant utilise un logiciel informatique qui lui permet de suivre en détail les installations ainsi que de lancer des systèmes de rappel pour les maintenances et contrôles arrivés à échéance. Ce système lui permet également de suivre les actions correctives mises ou à mettre en place.

À l'issue de la visite d'inspection, certaines observations issues des visites de contrôles et vérification des équipements restent à lever (installations électriques, dispositifs de protection contre la foudre, système de détection).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, bilan de consommation d'eau, contrôle des disconnecteurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque ouvrage de prélèvement en eaux de nappe ou de surface est équipé d'un dispositif de mesure totalisateur et d'un dispositif de disconnexion afin d'éviter tout phénomène de retour sur le réseau d'alimentation considéré (eaux de nappe ou distribution d'eau potable).</p> <p>Accessible en permanence et installé à l'abri de toute possibilité d'agression externe, le dispositif de disconnexion est maintenu en bon état et vérifié au minimum annuellement. Ces contrôles font l'objet d'enregistrements tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Par ailleurs, des dispositifs de protection sont placés en tant que de besoin sur les réseaux d'eau intérieurs afin qu'ils ne puissent, notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau public auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau destinée à la consommation humaine à l'intérieur de l'établissement.</p> <p>Ces dispositifs sont adaptés aux risques et placés en amont immédiat du danger potentiel conformément aux guides techniques relatifs à la protection sanitaire des réseaux de distribution d'eau destinée à la consommation humaine. Ils font l'objet d'une maintenance régulière.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier électronique du 9 juillet 2024, l'exploitant a transmis le rapport du contrôle du disconnecteur du site réalisée le 26 février 2024. Le rapport ne soulève aucune observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Isolement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 4.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, vérification des obturateurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consignes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier électronique du 9 juillet 2024, l'exploitant a transmis le rapport du contrôle des obturateurs du site réalisé le 28 août 2023. Le rapport indique qu'un contrôle et une mise aux normes ont été effectués dans le cadre de l'intervention.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté que les consignes relatives au fonctionnement des obturateurs sont bien affichés au droit de ces derniers. La clé est disponible en permanence avec le chef de quart de l'UIOM mais une clé de secours est également disponible sur l'obturateur même.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux de voiries)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 4.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des débourbeurs déshuileurs
Prescription contrôlée : Les eaux de voiries sont collectées par le réseau d'eaux pluviales des voiries de l'établissement. Ces eaux sont traitées, avant leur rejet au milieu naturel (Marne), dans des débourbeurs-déshuileurs implantés judicieusement dans l'établissement. Les débourbeurs-déshuileurs sont conçus, dimensionnés, entretenus, exploités et surveillés de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition, ...) et de manière à respecter les seuils fixés à l'article 4.9. Les déchets qui sont collectés dans les débourbeurs-déshuileurs sont éliminés conformément aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté.
Constats : Par courrier électronique du 9 juillet 2024, l'exploitant a transmis le justificatif de l'entretien du débourbeur-déshuileur qui a eu lieu le 23 février 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Analyse des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 4.7.3		
Thème(s) : Risques chroniques, respect des valeurs limites		
Prescription contrôlée :		
L'exploitant est tenu de respecter, pour tout rejet d'effluent dans la Marne, les caractéristiques et les valeurs limites en concentration et flux suivantes :		
- Température < 28 °C,		
<ul style="list-style-type: none">• pH : compris entre 6,5 et 8,5,• Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur inférieure à 10 mgPt/l,• exempt de matières flottantes,		
Paramètre	Concentration maximale (mg/l)	Limite en flux (kg/j)
MES	30	2,5
COT	50	4
DCO	125	10

Hg et ses composés	0,03	0,002
Cd et ses composés	0,05	0,004
Tl et ses composés	0,05	0,004
As et ses composés	0,15	0,01
Pb et ses composés	0,2	0,02
Cr et ses composés	0,5	0,04
Cu et ses composés	0,5	0,04
Ni et ses composés	0,5	0,04
Zn et ses composés	1,5	0,1
Fluorures	15	1
CN libres	0,1	0,008
Hydrocarbures totaux	5	0,4
AOX	5	0,4
Chlorures	40 000	3400
Phénols	0,5	0,04
Dioxines et furanes	0,3 ng/l	0,02 mg/j

Constats :

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que l'ensemble des eaux est réutilisé dans le process. Le rejet est uniquement réalisé pour répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les derniers rejets ont été effectués en mars et juin 2024. Les résultats n'ont pas été transmis sur la plateforme "GIDAF". Les résultats des analyses des rejets du mois de juin n'étaient pas encore

totallement disponibles. L'exploitant s'est engagé à compléter sa déclaration GIDAF.

Par courrier électronique du 12 juillet 2024, l'exploitant a transmis les résultats complets des analyses réalisées en juin. Ces dernières étaient conformes.

L'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant qu'en l'absence de rejet, aucune analyse n'est requise et que dans un contexte d'épisode de sécheresse la réutilisation de l'eau était une solution pertinente.

Par ailleurs, l'inspection des installations a constaté que les analyses des eaux sont effectuées en même temps que le rejet. Aussi, la qualité des eaux rejetées n'est vérifiée qu'à posteriori du rejet. L'exploitant a indiqué qu'un préleveur est actionné pour permettre simultanément le prélèvement et le rejet.

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il convient de s'assurer de la qualité des eaux avant rejet. À cet égard, l'exploitant doit mettre en place une méthodologie pour réaliser un prélèvement représentatif dans le bassin avant rejet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Prévention de la pollution atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 5.7.1

Thème(s) : Risques chroniques, Etalonnage des systèmes de mesure

Prescription contrôlée :

- L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques sont soumis à un contrôle et à un essai annuels de vérification par un organisme compétent. - Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques doit être effectué au moins tous les trois ans au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, selon les méthodes de référence, et conformément à la norme référencée dans l'arrêté ministériel en vigueur.

Constats :

L'exploitant a transmis par courrier électronique du 9 juillet 2024 les rapports des étalonnages QAL2 des deux lignes d'incinération réalisés en octobre 2024. Les rapports indiquaient que les systèmes de mesure sont conformes.

Par ailleurs l'inspection des installations classées a constaté que l'étalonnage du paramètre NOx a été réalisé sur la base d'une valeur limite d'émission de 200 mg/Nm³ alors que la VLE applicable à l'établissement est 80 mg/Nm³.

L'exploitant a indiqué avoir identifié ce point et qu'un nouveau QAL2 est prévu fin septembre pour le paramètre NOx en se basant sur une VLE de 80 mg/Nm³. Le rapport sera transmis à

l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Prévention de la pollution atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 5.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
Prescription contrôlée : Surveillance semestrielle des rejets atmosphériques par un organisme agréé.
Constats : Les analyses des rejets atmosphériques du premier semestre de l'année 2024 ont été effectuées les 28 et 29 mai 2024. Les résultats des analyses sont conformes et tiennent compte des nouvelles VLE prévues par l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets. Les prochains prélèvements sont prévus en septembre 2024, la date n'est pas encore définie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 5.11
Thème(s) : Risques chroniques, réalisation de la campagne annuelle de mesures
Prescription contrôlée : L'exploitant détermine et met en place, sous sa responsabilité et à ses frais, un programme complet et détaillé de surveillance de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement concernant au minimum les métaux lourds visés à l'article 5.7.2, et les dioxines et furanes, ceci dans le voisinage de l'usine d'incinération et notamment en des lieux de prélèvements et de mesures où l'impact de l'établissement est supposé être le plus important. Ce programme de surveillance tient compte de la présence éventuelle d'élevages de vaches laitières dans un rayon de 5 km autour de l'établissement et des conditions météorologiques locales (vitesse et direction des vents et pluviométrie en fonction des saisons, topographie, etc). Par ailleurs, ce programme précise notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les dispositions prises pour mesurer les retombées atmosphériques dans l'environnement, • la localisation des points de mesure prévus sur un plan d'ensemble, • la méthode et la fréquence retenues pour en assurer le suivi. Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

Le programme de surveillance est mis en œuvre selon une fréquence au moins annuelle.
Constats : Les campagnes de prélèvement des retombées atmosphériques ont été effectuées du 2 mai au 3 juillet 2024. Les analyses sur le lait ont été effectuées début juillet 2024. Le rapport des résultats sera transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 8.5
Thème(s) : Risques accidentels, vérification annuelle
Prescription contrôlée : Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. L'exploitant remédie à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs. La traçabilité de ces actions correctives est assurée par l'exploitant et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La dernière vérification des installations électriques a été effectuée le 18 avril 2024 pendant l'arrêt technique des installations. Le rapport de ladite vérification indique 36 observations dont 28 restent à lever. L'exploitant utilise un logiciel de suivi sur lequel l'ensemble des observations et non-conformités identifiées lors des contrôles est référencé. Un échéancier pour chaque action nécessaire pour lever la non-conformité est mis en place. Celui-ci a été transmis à l'inspection des installations classées le 12 juillet 2024. Le justificatif de levée des observations restantes doit être transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 8.7
Thème(s) : Risques accidentels, vérification annuelle
Prescription contrôlée :

Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes aux normes françaises ou à toute norme européenne en vigueur dans un État membre de la C.E. et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

Une vérification visuelle des dispositifs de protection contre la foudre est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié complètement tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.

Les agressions de la foudre sur l'établissement sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée dans un délai maximum d'un mois par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'analyse du risque foudre identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

Constats :

L'exploitant réalise annuellement une vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre.

La dernière vérification a été réalisée le 15 décembre 2023. Le rapport d'intervention indique 17 observations dont 15 ont été levées.

L'exploitant réalise, via son logiciel de surveillance et de suivi, le suivi des levées des observations relevées pour lesquelles un échéancier est mis en place. Ce dernier a été transmis à l'inspection des installations classées le 12 juillet 2024.

Le justificatif de levées des observations restantes sera transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 10 : Moyen d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 8.14

Thème(s) : Risques accidentels, vérification des moyens incendie

Prescription contrôlée :

Les ateliers et magasins ainsi que le quai de déchargement des unités d'incinération sont pourvus

de robinets d'incendie armés de DN 40 mm conformes aux normes française S 61-201 et S 62-201 afin que tout point puisse être atteint par deux jets de lance. La défense extérieure contre l'incendie est assurée par un poteau conforme à la norme française S 62-200 raccordé directement sur la canalisation, pouvant assurer un débit simultané de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique minimale de 1 bar. L'implantation de ces équipements doit être définie en accord avec les services d'incendie et de secours.

L'établissement est également doté, pour ce qui concerne la fosse de réception des déchets, des équipements suivants :

- une réserve d'eau de 182 m³,
- deux canons à eau additivée de 3 000 litres/mn à commande manuelle à distance depuis la salle de contrôle avec une fonction de balayage automatique intégrée,
- un proportionneur d'une capacité de 270 litres pour l'émulseur,
- un rideau d'eau, d'un débit de 2 000 litres/mn, situé à l'aplomb de la fosse et sur toute sa longueur avec commande à distance depuis la salle de contrôle.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et font l'objet de contrôles périodiques par des organismes agréés, en application de la réglementation en vigueur.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Constats :

Par courrier électronique du 9 juillet 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les rapports de vérification des équipements suivants :

- Poteaux incendie : la vérification a été réalisée le 8 avril 2024 et a conclu de la conformité des équipements,
- Extincteur et RIA : la vérification a été réalisée le 12 avril 2024. Celle-ci conclut à la nécessité de remplacer certains équipements ou réaliser l'entretien d'autres. Un devis comprenant l'ensemble des opérations nécessaires pour la mise aux normes des équipements a été joint au rapport d'intervention. L'exploitant a effectué le nécessaire et une intervention a été réalisée le 22 avril 2024. A l'issue de cette intervention il restait un extincteur à remplacer et pour lequel une commande a été effectuée le 2^e juillet 2024,
- En ce qui concerne le système incendie motopompe sur lequel sont reliés les canons à eau, le rideau d'eau ainsi que le proportionneur, la dernière vérification a été réalisée le 10 octobre 2023. Suite à cette intervention plusieurs devis, commandes et interventions ont eu lieu pour la mise aux normes du système. Un groupe motopompe de prêt a été mis à disposition de la société SUEZ le temps de l'entretien et la révision du groupe existant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Système de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 8.14.2

Thème(s) : Risques accidentels, vérification périodique
Prescription contrôlée : L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité. Toute défaillance des détecteurs et de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détectée. Alimentation et transmission du signal sont à sécurité positive. Ces systèmes de détection font l'objet de contrôles périodiques par des organismes agréés, en application de la réglementation en vigueur. Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Une première vérification des systèmes de détection a été effectuée en janvier 2024. Suite à un changement de prestataire, une deuxième visite de contrôle a été effectuée le 11 juin 2024. Une commande pour la mise aux normes du système de détection a été effectuée le 8 juillet 2024. L'exploitant a indiqué que le système est complètement fonctionnel mais nécessite un entretien et un changement de batterie qui permet un maintien d'autonomie du système supérieure à 1h. La date d'intervention n'est pas encore déterminée. Le rapport de ladite intervention et le justificatif de levée de l'ensemble des observations seront transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/07/2011, article 8.14.2
Thème(s) : Autre, transmission du dossier d'information au public
Prescription contrôlée : Conformément à l'article R. 125-2 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse chaque année au Préfet et au Maire de la commune d'implantation de l'établissement un dossier comprenant les documents précisés à l'article précité (bilan annuel). L'exploitant adresse également ce dossier à la Commission Locale d'Information et de Surveillance de son établissement, lorsque celle-ci existe.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'aucun bilan annuel du fonctionnement de l'installation n'était transmis à la commune de Saint-Thibault-des-Vignes.

<p>Par ailleurs, une commission locale de suivi de site, initiée par le SIETREM et comprenant le SIETREM, l'exploitant, des associations environnementales et certains élus, se tient annuellement. Durant cette commission, le bilan annuel du fonctionnement des installations est présenté.</p> <p>L'exploitant s'est engagé tout de même à transmettre annuellement à la mairie de Saint-Thibault-des-Vignes le bilan annuel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2024, article 2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Analyse des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La qualité des eaux souterraines est contrôlée au moins une fois tous les deux ans au moyen d'un réseau de surveillance comprenant un piézomètre amont (PZ1) et deux piézomètres aval (PZ2 et PZ3).</p> <p>La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.</p> <p>Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).</p> <p>Ces analyses et mesures portent sur les paramètres suivants : température, pH, conductivité, MEST, COT, DCO, DBO5, BTEX, PCB, cyanures, fluorures, chlorures, métaux lourds (Al, As, Cd, Cr, Cu, Mn, Hg, Ni, Pb, Zn), hydrocarbures totaux ainsi qu'un balayage ou « screening » portant sur les familles suivantes : COVH, BTEX et HAP.</p> <p>Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. Cette mesure, qui doit permettre de contrôler le sens d'écoulement des eaux souterraines, se fait sur des points nivelés.</p> <p>L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF).</p> <p>Les prélèvements et analyses sont effectués par un organisme compétent et agréé.</p> <p>Les résultats de toutes les analyses et mesures, accompagnés des commentaires nécessaires, sont communiqués dès réception à l'inspection des installations classées. Ces résultats sont intégrés dans des documents de synthèse (tableaux, courbes, etc) permettant l'évolution dans le temps des niveaux de la qualité des eaux souterraines.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les échantillonnages pour l'analyse des eaux souterraines ont été réalisés le 12 décembre 2023. Les résultats ont été intégrés dans le rapport de base transmis le 6 juin 2024.</p>

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que, pour les analyses suivantes, il convient de mettre en place un document de synthèse (tableaux, courbes, etc) permettant l'évolution dans le temps des niveaux de la qualité des eaux souterraines.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Surveillance des effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance du benzo-a-pyrène

Prescription contrôlée :

Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

Benzo[a]pyrène	Une fois par an	Pas de norme ENNorme NF X 43-329
----------------	-----------------	----------------------------------

Constats :

La mesure du Benzo-a-pyrène a bien été intégrée dans la campagne de mesure du mois de mai.

L'exploitant a également intégré la mesure de N₂O bien que cette mesure est uniquement requise dans les installations utilisant un four à lit fluidisé et les installations qui ont recours à la SNCR par injection d'urée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Plan de gestion OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.1.5

Thème(s) : Autre, Mise en place d'un plan de gestion

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :

- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le

contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.

Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées son plan de gestion OTNOC.

Le système d'autosurveillance de l'installation a même été mis à jour pour intégrer les mesures en conditions OTNOC.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en condition OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5

Thème(s) : Risques chroniques, mise en place de surveillance

Prescription contrôlée :

Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.

Constats :

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que cette campagne de mesure va être réalisée courant l'année 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Liste des équipements ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

Thème(s) : Autre, disponibilité de la liste

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations

nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

Constats :

L'exploitant réalise le suivi des échéances des contrôles réglementaires des équipements sous pression sur son logiciel spécifique précité. Toutefois, l'identification des équipements sous pression sur ce logiciel était compliquée et ne permettait pas d'avoir directement le nombre et la nature des équipements ESP disponibles sur le site.

Par courrier électronique du 12 juillet 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une liste des équipements ESP du site. Cependant les dates relatives aux prochaines visites d'inspection périodique ou de requalification périodique étaient incomplètes. En effet uniquement l'année de la prochaine visite était indiquée.

L'exploitant doit compléter sa liste en indiquant la date détaillée des prochaines visites (jj/mois/année).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois